

## Mutations moyen-orientales<sup>1</sup>

En février 2003, le futur-président nord-américain de l'époque, Georges « W » Bush, profitait d'une invitation de la très conservatrice impérialiste American Enterprise Institute (AEI), propagandiste du patronat républicain, acharnée à rétablir la domination économique du capitalisme américain sur le monde, pour exposer sa conception de ce qu'il appela le « Grand Moyen-Orient »<sup>2</sup>. Soit un espace sous contrôle de Washington s'étendant du Maghreb et de la Mauritanie au Pakistan et à l'Afghanistan, en passant par la Turquie, le Machrek (l'Orient arabe. NDLR) et l'ensemble de la péninsule Arabique. Et censé au passage assurer la maîtrise, par alliés interposés, des énormes réserves pétrolières de ces vastes régions, tout en dressant, en Asie, une sorte de mur aux frontières de la Russie et de la Chine. Le président développait à nouveau cette « vision » digne de la guerre froide, le 9 mai 2003 dans un discours à l'Université de Caroline du Sud.

Cette « Initiative de Grand Moyen-Orient (Greater Middle East Initiative, GMEI) » d'un autre âge, remettait à l'ordre du jour les visées clairement hégémoniques de la droite ultra nord-américaine. Et comme toujours au nom d'une certaine idée des « droits de l'homme ». Ainsi, le 24 janvier 2004, George Bush déclarait : « Tant que le Moyen-Orient restera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera de produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des États-Unis et de nos amis. Aussi, l'Amérique poursuit-elle une stratégie avancée de liberté dans le Grand Moyen-Orient », jetant ainsi les bases de ce qu'on appelle désormais la doctrine Bush.». Une citation reprise sur le site *Wikipedia*<sup>3</sup> qui énumérait les critiques de tous ordres, notamment européenne, d'une telle visée, notamment l'occultation de « l'hétérogénéité des États visés », tant sur le plan ethnique que religieux et culturel. « Le plan fut alors remanié par Washington et, après avoir été promu par le vice-président Dick Cheney au forum de Davos du 26 janvier 2004, il fut adopté sous le nom de « Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord » lors du sommet du G8 à Sea Island en juin 2004 par les dirigeants du G8, l'Algérie, l'Afghanistan, Bahreïn, le Yémen, la Jordanie et la Turquie. Le projet fut à nouveau discuté lors du sommet de l'OTAN des 28 et 29 juin 2004 à Istanbul.<sup>4</sup> ».

### Aventurisme US

Les « néo cons. » étatsuniens n'avaient pas attendu le résultat de ce micmac diplomatique pour passer à l'action. Les GI's débarquaient en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, au prétexte que Saddam Hussein voulait se doter d'armes de destruction massives, ce qui s'avéra un mensonge construit de toutes pièces. Mais l'ancienne Mésopotamie a vite vu s'affronter les factions chiites et sunnites. Et l'on a enregistré ici et là, les victoires électorales de mouvements islamistes (comme celle du Hamas aux élections législatives palestiniennes de janvier 2006 ou celle des Frères Musulmans aux élections législatives de 2005 en Égypte).

Comme l'a constaté dans *L'Humanité*, Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques, Paris), « Les Américains ont prôné le modèle du coup de pied dans la fourmilière, y compris par la guerre. Le bilan de celle d'Irak apparaît largement et globalement négatif. Les adversaires de cette politique estiment que l'on peut appuyer de l'extérieur un mouvement démocratique mais que celui-ci doit avant tout être le fruit d'un processus interne ». Tandis que Diaa Rachwane, chercheur égyptien, rappelait que partout où des élections s'étaient tenues dans les pays du « Grand Moyen-Orient », les mouvements islamistes avaient progressé de façon phénoménale, du Maroc au Pakistan en passant par l'Égypte, l'Irak mais aussi la Palestine.

### Bruits de botte

Au total, les perspectives démocratiques sont plus qu'incertaines alors que d'inquiétants bruits de bottes se font entendre. Les dirigeants israéliens rêvent d'en découdre militairement avec l'Iran, l'allié de la Syrie et du Hezbollah libanais. Ils se démènent pour convaincre le peuple israélien et l'ami américain de la nécessité du conflit..

<sup>1</sup> Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – septembre 2012.

<sup>2</sup> L'AEI travaille à une intégration euro-atlantique sous son contrôle et à son Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC). Un de ses « outils » est la Nouvelle initiative atlantique (NAI) qui prétend piloter l'intégration euro-atlantique. Le PNAC a rédigé le programme de la présidence Bush.

<sup>3</sup> Voir sur le site *Wikipedia* sous le titre générique « Grand Moyen-Orient » un historique de ce concept.

<sup>4</sup> Id.

Dans ce contexte, insistons-y, la situation de guerre civile en Syrie est lourde d'enjeux mortifères pour l'ensemble du Proche et du Moyen Orient.

« Le péril se profile, grandissant. À Tel-Aviv, Netanyahu et Barak (Ministre des Affaires étrangères) prêchent la guerre contre l'Iran et tentent d'en convaincre le peuple israélien par une mise en condition soigneuse. Les considérants intérieurs – pour résoudre des impasses politiques et sociales – pèsent lourd et s'ajoutent au rêve américain de briser la puissance de Téhéran – accusé de préparer des armes nucléaires – allié au régime de Damas et au Hezbollah libanais. Le drame syrien est autant porteur de risques pour l'ensemble des Proche et Moyen-Orient. Le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite, foyer d'un islamisme radical, poussent à l'escalade avec, une fois de plus, la bénédiction du Pentagone. Les premières ondes de choc ont atteint des pays voisins comme le Liban ou la Jordanie qui reposent sur de précaires équilibres, au voisinage de l'épicentre palestinien<sup>5</sup> », résumait ainsi Patrick Appel-Muller dans *l'Humanité* à la mi-août.

### Une situation mouvante

Dans le même temps, le pire n'est pas sûr, la situation est mouvante, si dangereuse qu'elle impose à certains dirigeants de repenser leur copie. Ainsi, l'Égypte et l'Iran, deux grandes puissances régionales, ennemis déclarés depuis plus de trente ans, ont repris langue. La rupture remontait à 1980 quand le président égyptien Anouar el-Sadate signait un traité de paix avec Israël, à la grande fureur des « barbus » iraniens. Les relations diplomatiques étaient rompues. Or, le 30 août, le président égyptien, le Frère musulman Morsi se rendait à Téhéran à l'occasion du sommet des pays non-alignés.

Isolé aux marges du monde arabe, encerclé par les bases militaires américaines présentes dans de nombreux pays voisins, de la Turquie au Koweït ou en Afghanistan, l'Iran y a vu une occasion de se refaire une vertu. Ses dirigeants ont qualifié l'Égypte de « pierre angulaire de la région » et évoqué les « rapports d'amitié et de fraternité » entre les deux pays. C'est là que le cas dramatique de la Syrie, alliée de l'Iran et de son président dénué de scrupules, Bachar El-Assad, complique bien des choses. Pourtant, là encore, tout peut évoluer.

### L'actif M. Morsi

Le 15 août à La Mecque, au cours du sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), Mohamed Morsi a suggéré la création d'un « groupe de contact » strictement Musulman sur la Syrie. L'Arabie saoudite, la Turquie et l'Iran ont applaudi. L'Iran d'autant plus franchement qu'une telle initiative laisserait les États-Unis hors-jeu. Mais la proposition de M. Morsi a-t-elle un avenir quand on connaît, d'une part, les liens stratégiques entre l'Amérique du Nord et les pétromonarchies du Golfe, d'autre part, la suspicion récurrente qui prévaut entre Ryad et Téhéran (on sait qu'en 2009 le monarque saoudien avait demandé aux Américains de « couper la tête du serpent » iranien, autrement dit, de passer à l'attaque...)?

D'autre part, toujours à La Mecque, M. Morsi a crûment plaidé pour le départ du clan Assad à la tête du régime à Damas, la paix et la réconciliation générale au Moyen-Orient. Une stratégie de bon sens... qui a provoqué le mécontentement des États-Unis face à une solution « musulmane » incluant l'Iran. Mais qui, surtout, rendrait obsolète la continuelle « stratégie de la tension » cultivée par les États-Unis - et ses vassaux - pour prolonger leur hégémonie, notamment en jouant de l'antagonisme entre sunnites et chiites. M. Morsi a confirmé ses propos à Téhéran (sans trop se soucier apparemment de la présence, aux côtés ou au sein même de l'ASL (Armée syrienne libre) de mercenaires en provenance de différents pays, en particulier arabes, et parfois proches d'Al-Qaida). Pour l'heure, les deux camps se livrent à d'odieux actes de barbaries et à des massacres

Mais en somme, Morsi « a rejeté entièrement la stratégie de la 'division pour régner' employée par les USA et ses vassaux : Israël, Qatar, Arabie Saoudite<sup>6</sup> ». En un mot, Morsi a rejeté le stratagème de « changement de régime » en Syrie par les États-Unis alliés de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar (et d'Israël, dans

---

<sup>5</sup> « Les cracheurs de feu ». Dans *l'Humanité* du 17 août 2012.

<sup>6</sup> « L'habile et surprenant M. Morsi ». *Le Monde* du 31 mai 2012.

l'ombre employée aux opérations secrète).. « En revanche Téhéran ne cacha pas sa satisfaction puisque c'est précisément ce que l'Iran propose depuis le début de la crise, tout comme les russes et les chinois<sup>7</sup> ».

En parallèle, M. Morsi essaie de mettre de l'ordre dans son pays en contrôlant les militaires et leurs proches alliés politiques. « La révolution en Egypte était un pilier du printemps arabe (...) Et aujourd'hui en Syrie, la révolution vise le régime oppressif » a-t-il rappelé à Téhéran, provoquant la sortie de la délégation syrienne. Il tient compte aussi du rejet par son peuple de la tutelle américano-israélienne. Mais il reste sous le contrôle de ses Frères musulmans, aussi tentés par un régime autoritaire que l'armée... ou le régime précédent. Que deviendra l'exigence de libertés démocratiques qui amena les masses sur la place Tahrir, en janvier-février 2012 ?

---

<sup>7</sup> Id.